



HAL
open science

Les tués de la répression dans le Cantal sous l'Occupation. Sources et décomptes

Eric Panthou

► **To cite this version:**

Eric Panthou. Les tués de la répression dans le Cantal sous l'Occupation. Sources et décomptes. Revue de la Haute-Auvergne, 2023, 85 (juillet-décembre), pp.87-95. hal-04926419

HAL Id: hal-04926419

<https://hal.science/hal-04926419v1>

Submitted on 3 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Les tués de la répression dans le Cantal sous l'Occupation. Sources et décomptes

Eric Panthou, chercheur associé au Centre d'Histoire Espaces et Cultures, Université Clermont Auvergne, coordinateur pour l'Auvergne du Dictionnaire des Fusillés.

Revue de la Haute Auvergne, tome 85, juillet-décembre 2023, p. 87-95

Dès avant la fin des combats pour libérer le territoire français de l'occupation allemande, l'évocation des résistants tués a constitué un enjeu mémoriel important.

Des compagnies ou maquis se voyaient attribuer le nom d'un tué, puis vinrent bientôt les commémorations en l'hommage des morts. Dans une France de l'après-guerre où le Parti communiste se présentait comme le Parti des 70 000 Fusillés, l'enjeu mémoriel a prévalu pendant de longues années sur les enjeux scientifiques de dénombrement des victimes. Ce sont les travaux entrepris pour l'identification des victimes de la Shoah qui ont donné à partir des années 1980 une impulsion décisive en ce sens¹.

C'est une des perspectives que se sont fixées les initiateurs du dictionnaire biographie Fusillés, guillotins, exécutés, massacrés, 1940-1944, plus généralement appelé Maitron des Fusillés². Ce dernier est une composante d'un ensemble beaucoup plus vaste et aujourd'hui considéré comme une référence mondiale dans son domaine, le dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social, dit Le Maitron³, riche de ses plus de 220 000 notices.

Le Maitron des Fusillés est une base de données en ligne qui présente une notice biographique de l'ensemble des victimes tuées pour faits de répression sur le territoire français, durant la 2ème Guerre mondiale. Il inclut les fusillés et exécutés par condamnation et comme otages, les exécutés sommaires, les massacrés sur le territoire français, y compris civils, les morts en action au sein des résistants armés.

Plus de 31000 notices sont déjà accessibles sur un corpus qui dépassera peut-être les 40 000 quand l'ensemble des territoires aura été traité.

L'Auvergne est la première région, dès 2021, à avoir mis en ligne la totalité des notices des tués sur son territoire.

Avant de présenter ici un tableau des tués du Cantal, nous allons voir le cheminement scientifique et méthodologique de la rédaction d'une notice à travers l'exemple d'un résistant tué dans le Cantal.

Rédiger une biographie d'un fusillé du Cantal. Sources et méthode.

Prenons l'exemple de Jean Colon⁴, mort au combat le 20 juin 1944 à Anterrieux (Cantal).

Son nom a pu être identifié dans plusieurs sources. Il figure sur plusieurs monuments aux morts et à ce titre sur la base Mémorialgenweb⁵ qui recense tous les noms sur les monuments ou stèles commémoratives. Elle permet des recherches sur les tués par guerre, par département, par commune ou date du décès, etc.

¹ On pense en premier lieu à l'ouvrage de Serge Klarsfeld, *Le Mémorial de la déportation des Juifs de France*, B. et S. Klarsfeld, 1978, n.p.

² <https://fusilles-40-44.maitron.fr/>

³ Du nom de son fondateur, Jean Maitron, qui entama ce travail dès 1955, donnant lieu à la publication de plusieurs dizaines de volumes avant qu'il soit accessible en ligne. <https://maitron.fr/>

⁴ <https://maitron.fr/spip.php?article220267>

⁵ <https://www.memorialgenweb.org/memorial3/html/fr/index.php>

Il figure aussi sur la liste des “fusillés, des massacrés dans la région du Puy-de-Dôme”, établie au 1er mars 1945 par les services de l’Etat et conservée aux archives départementales du Puy-de-Dôme. Ces archives conservent plusieurs séries intéressant les quatre départements de l’ancienne région Auvergne. Citons notamment les enquêtes SRCGE (Service Régional des crimes de guerre ennemis)⁶, les dossiers criminels du SRPJ (service régional de la police judiciaire)⁷.

Mort au combat, Jean Colon n’est pas signalé dans les dossiers pour crimes de guerre concernant le Cantal. Mais d’autres sources émanant de la police et du procureur notamment pourraient le concerner aux archives du Cantal ou du Puy-de-Dôme.

Son nom est également identifié dans deux martyrologes du Cantal signés Jean Favier ⁸ et dans une des publications du Musée d’Anterrieux⁹.

Si on veut en savoir plus sur les circonstances de son décès, il faut rechercher les différents dossiers individuels le concernant. Comme il habitait le Puy-de-Dôme, c’est ici que sa famille a déposé un dossier de demande d’attribution pour Jean Colon de la carte de Combattant volontaire de la Résistance (CVR) à titre posthume.¹⁰ Les archives départementales du Cantal ont reçu en dépôt ces dossiers de l’ONAC ¹⁵.

Son dossier FFI, conservé au Service historique de la Défense, à Vincennes, nous permet de connaître son parcours de résistant avec sa date d’entrée au maquis, les actions auxquelles il a participé et les unités auxquelles il a appartenu¹¹.

Son dossier de militaire tué, conservé aux Archives de Victimes des Conflits contemporains, à Caen, précise les circonstances de son décès. S’il avait été arrêté puis exécuté, ne serait-ce que quelques heures après, il aurait été reconnu Interné résistant, avec précision exacte des circonstances et de la durée de cet internement.

La base de référence pour accéder aux données des dossiers individuels conservés dans les fonds d’archives nationales, est le site Mémoire des Hommes, relevant du Ministère de la Défense¹². On peut y faire une recherche par noms de famille, par départements de décès, par dates de naissance, etc. dans plusieurs bases. Parmi les 13 bases interrogeables pour la période, les plus utiles sont la base des ‘militaires décédés au cours de la Seconde Guerre mondiale, conscrits et militaires d’active, soldats réguliers et résistants’, la base des ‘victimes civiles décédées directement ou indirectement de faits de guerre causés par les armées alliées ou ennemies,’ la base des 600 000 personnes ayant déposé un dossier de demande de reconnaissance de leur statut de résistants (FFI, FFL, FFC, etc.), la base des ‘Morts en déportation’ et enfin la base des ‘déportés résistants’, qui concerne les déportés survivants.

On retrouve aussi le nom de Jean Colon, et son pseudonyme, Paris, dans le dossier d’homologation de sa compagnie, 7^{ème} du Mont-Mouchet, comme unité combattante. Ces dossiers d’homologation des unités FFI par département sont entièrement numérisés ¹³. C’est une source très importante qui, outre la liste des actions de l’unité concernée, comprend celle nominative des résistants homologués FFI mais aussi la liste des tués. 63 unités du Cantal disposent ici d’un dossier. Comme le rappelle néanmoins Eugène Martres, il faut rester prudent avec ces historiques qui peuvent contenir de fausses

⁶ Série 908 W aux Archives départementales du Puy-de-Dôme. Dorénavant AD63.

⁷ Série 1296 W et 1207 W aux AD63.

⁸ Jean Favier, *Lieux de mémoire et monuments du souvenir. Cantal, 1940-1944*, Aurillac, Association des Maquis et Cadets de la Résistance du Cantal, 2007.

Jean Favier *Mémorial du réduit de la Truyère*. Aurillac : Union des ACVG - CVR du Cantal, Musée de la Résistance d’Anterrieux, 2008.

⁹ *La 7^{ème} Compagnie : du Mont-Mouchet... à la Truyère*, Musée de la Résistance d’Anterrieux, 3^{ème} édition modifiée, 2004

¹⁰ AD 63, 2546 W 4806

¹¹ SHD Vincennes, GR 16 P 138598.

¹² <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/>

¹³ Série GR P 19 du SHD de Vincennes,

<https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=323&titre=forces-francaises-de-l-interieur-ffi->

actions¹⁴, omettre des noms ou au contraire en ajouter d'autres.

Comme la plupart des morts survenues concernait des secteurs géographiques relevant de la gendarmerie, il ne faut pas négliger cette source conservée aux archives militaires de Châtellerault¹⁵.

Des informations précieuses concernant le Cantal peuvent également être issues du fonds Eugène Martres, conservé aux archives du Cantal, ou du fonds Gilles Lévy aux Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine.

Le Dictionnaire des Fusillés ne s'intéresse pas seulement aux circonstances du décès ou même au parcours des résistants tués mais aussi -dans la mesure où nous pouvons trouver des sources ou des témoignages à ce sujet- à leur origine familiale, à leur parcours scolaire et professionnel, à leurs éventuels engagements politiques et syndicaux, aux traces qu'ils ont pu laisser (lettres notamment).

Pour Jean Coulon, l'état civil nous indique la profession de ses parents, sa situation d'homme marié. Les archives départementales du Cantal sont l'une des seules en France à mettre en ligne les actes de naissance et décès des origines de l'état-civil jusqu'à l'après Seconde guerre mondiale. C'est une source précieuse pour identifier les victimes même s'il faut se rappeler que tous les décès n'ont pas donné lieu à un acte de décès immédiat. Dans ce cas, c'est seulement si un jugement a été prononcé après-guerre qu'il donna lieu à une transcription sur le registre d'état civil de la commune de décès.

Son acte de mariage nous indique son adresse et sa profession d'employé Michelin. Celle-ci est confirmée par la présence de son nom, ainsi que sa photo, dans un Bulletin intérieur Michelin, paru en janvier 1945. Cette source nous montre aussi l'intérêt de la presse qui après-guerre a pu faire état des cérémonies en hommage aux victimes, notamment lors du rapatriement des corps auprès des familles. Et ce sont des archives privées déposées auprès d'un syndicat, qui nous informent des engagements syndicaux de Jean Colon avant-guerre¹⁶.

Bien sûr, le fait de pouvoir entrer en contact avec les descendants d'une victime ou des membres de sa famille, peut apporter des éléments précieux ou à l'inverse permettre à ces familles d'en savoir plus sur ces victimes. Les bases de généalogie permettent parfois ces rencontres tout comme elles peuvent apporter des éléments sur les lieux et dates de naissance ou décès ainsi que sur la filiation ou la fratrie d'un décédé¹⁷.

Une fois ces éléments regroupés, la rédaction d'une notice biographique pour le Maitron des Fusillés repose sur plusieurs principes. Il faut d'abord respecter un cadre formel qui permet dans chaque chapô de notice ou corps de celle-ci de repérer rapidement les informations nous intéressant : date et lieu de naissance et décès, origines familiales, profession, parcours résistant, titres homologués et lieux de mémoires concernant la victime.

Une notice doit aussi sur le fond être rigoureuse au niveau scientifique. Aucune extrapolation, présentation des seuls faits établis, reposant sur le croisement et l'analyse des sources qui doivent toutes être citées.

L'ajout d'un portrait de la victime ou du monument où son nom figure peut utilement compléter la notice.

L'intérêt d'une base en ligne, outre qu'elle est d'accès gratuit, c'est qu'elle permet d'être corrigée, enrichie à tout moment, y compris sur la base des apports transmis par un usager.

Outre le texte de la biographie et d'éventuelles photos, une notice est enrichie par l'apport de plus d'une vingtaine de données normées, facilitant ainsi une recherche avancée sur plusieurs critères : département, commune ou période de décès, profession, parti, syndicat ou organisation de résistance à laquelle appartenait la victime ; la façon dont il est mort (combat, exécuté, fusillé, torturé, etc.), la

¹⁴ Eugène Martres, *Le Cantal de 1939 à 1945 : les troupes allemandes à travers le Massif central*, Cournon-d'Auvergne, 1993, note 12, p. 344.

¹⁵ Fonds des unités de la compagnie de gendarmerie départementale du Cantal (1898-1946), sous-série GD E 15. https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/sites/default/files/notices_files/SHDGD_REP_15E.pdf

¹⁶ Liste des camarades fusillés déportés ou sans nouvelles du syndicat des produits chimiques (fonds Henri Verde, archives de l'Institut d'histoire sociale de la CGT 63).

¹⁷ Bases Généanet ou Filae (avec ou sans abonnement).

distinction entre victimes civiles et résistants armés (les résistants sont eux-mêmes des civils), département où la personne travaillait ou a agi comme résistant, etc.

C'est à travers l'étude de ces métadonnées mais aussi de chacune des notices d'un corpus donné, que les historiens peuvent dégager des éléments à la fois de dénombrement des victimes mais aussi sociologiques. Nous allons l'illustrer à travers l'exemple du Cantal.

Le décompte des victimes de la répression dans le Cantal sous l'Occupation

Évaluer le nombre de victimes de la 2^{de} Guerre mondiale à l'échelle d'un territoire est un exercice délicat. En témoigne par exemple le fait qu'Eugène Martres ne présente pas un tableau des différentes catégories de tués du Cantal dans sa somme sur l'Occupation¹⁸.

Outre la difficulté d'identifier les victimes et la crainte d'en oublier -oublis qui certainement concernent aussi notre recensement-, se pose aussi la question des catégories de victimes choisies. Par exemple, le Dictionnaire des Fusillés ne propose pas la biographie des morts en déportation ou, des anciens résistants engagés dans l'Armée de Libération à l'automne 1944.

Nous nous concentrerons ici sur les seuls morts pour faits de résistance ou victimes civiles. Notre décompte, issu d'un travail mené depuis 2018, fait apparaître 427 tués dans le Cantal¹⁹.

Sont donc exclus tous les tués des combats de mai-juin 1940, estimés à 150 selon Eugène Martres²⁰, les morts liés à l'épuration extrajudiciaire, estimés entre 65 et 71 selon Pascal Gibert, et les morts en déportation, estimés entre 231 et 261 selon Eugène Martres. Il s'agit d'une estimation sans doute à réévaluer en prenant en compte le nouveau total des Juifs déportés du Cantal et morts en déportation, fixé à 98 selon les travaux récents de Jean-Michel Rallières²¹.

Sont également exclues les personnes ayant le statut militaire morts de maladie, d'accident entre septembre 1939 et mai 1945, principalement en internement, et enfin les tués engagés dans l'armée de Libération qui ont combattu en France puis en Allemagne.

¹⁸ Eugène Martres, *op.cit.*

¹⁹ La totalité des notices des tués du Cantal est visible en mode recherche avancée en cliquant sur Cantal dans le menu déroulant "département d'exécution". https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?page=recherche_avanc

²⁰ Eugène Martres, *op.cit.*, p. 18 et 654.

²¹ Jean-Michel Rallières, *Juifs dans le Massif central durant la Seconde Guerre mondiale. Face à la persécution : accueil, assignation à résidence, entraide et sauvetage*, Thèse Histoire, Université Toulouse 2, 2021.

Tableau 1 : Tués dans le Cantal sous l'Occupation²².

Catégories	Sous catégories	Nb de morts	Total
Civils	Femmes	11	96
	Hommes	85 dont 4 faux-résistants	
Résistants	MUR	270	320
	FTP	11	
	ORA	13	
	Autres (FFC, DIR, RIF, etc.)	26	
Incertitude		11	11
			427

On constate le poids écrasant des tués issus des Mouvements unis de la Résistance (MUR) parmi les résistants. C'est une particularité du Cantal par rapport à ses voisins d'Auvergne mais aussi des départements limitrophes (Corrèze, Lot, Aveyron) où le nombre de FTP tués a souvent largement dépassé celui des MUR.

Il y a 24 résistants nés à l'étranger sur les 293 dont on connaît le lieu de naissance soit 8%. On relève 18 inconnus.

Les 320 résistants morts seraient tous des morts au maquis ou pour le maquis hormis Jean Alric, exécuté à Aurillac²³. Il en est de même pour les civils qui sont morts soit à cause des combats autour des maquis, soit par répression allemande contre l'existence ou l'action des maquis.

Tableau 2 : Sociologie des tués dans le Cantal²⁴

²² Nos résultats s'appuient sur le croisement de multiples sources dont la plupart citées plus haut. Plusieurs incertitudes demeurent. Il faut donc considérer ces chiffres comme un minimum.

²³ Notice Jean Alric, par Patrick Bec. <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article226890>

Professions et catégories de tués	Résistants habitant dans le Cantal avant 1940	Résistants habitant ailleurs	Total pour les résistants	Civils tués
Artisans	7	3	7	4
Cadres (ingénieurs, patrons, professions libérales, etc.)	4	4	8	3
Commerçants	3	7	10	11
Cultivateurs	26	14	40	27
Employés	1	15	16	10
Étudiants	1	5	6	3
Forces de l'ordre (militaires, policiers, gendarmes)	6	15	21	3
Mineurs	0	1	1	0
Ouvriers (sauf mineurs)	19	69	88	7
Services publics (fonctionnaires, PTT, cheminots, etc.)	5	11	16	9

Chez les résistants, les cultivateurs représentent 36% des tués parmi les habitants du Cantal contre 10% pour ceux venant d'autres départements ou pays.

Les ouvriers représentent un peu plus du quart des tués (26,4%) habitant le Cantal contre près de la moitié (48,6%) pour ceux venus d'ailleurs.

Si on s'intéresse aux professions des civils, entre cultivateurs, artisans, commerçants, c'est le milieu rural qui est touché dans son ensemble par cette répression contre ceux qu'on désigne commodément comme civils en les distinguant de la catégorie "résistants". En réalité, les résistants sont eux-mêmes des civils tandis que parmi les victimes dites civiles, plusieurs ont aidé la Résistance sous une forme ou une autre : ravitaillement, caches d'hommes ou matériels, renseignements, etc. Comme le soulignait François Marcot, le poids du milieu rural dans la constitution et la survie des maquis ne peut s'arrêter au seul décompte des résistants armés issus de leurs rangs²⁵.

Par qui ces hommes et femmes ont-ils été tués ?

On ne distingue aucun tué par la police, la gendarmerie ou les Groupes Mobiles de Réserve (GMR). Il y a 3 tués par la Milice, 5 accidents, et 1 suicide.

Si nous ne comptabilisons pas les exécutions des collaborateurs, nous intégrons en revanche dans notre total les civils ou résistants tués par la Résistance pour d'autres raisons (erreurs du maquis, exécutions pour avoir refusé les réquisitions mais aussi condamnations à mort des résistants ou faux-résistants accusés de pillage ou exactions). Cela représente 21 morts, dont 7 tués par erreur.

²⁴ Données issues des notices du Dictionnaire des Fusillés.

²⁵ François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », in Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1997, p. 21-41.

Le reste des tués l'a été par les Allemands, dont 34 par le SD²⁶ (Sicherheitsdienst, service de sécurité allemand), communément dénommés Gestapo et la plupart des autres par la brigade Jesser dans les opérations contre les maquis du Mont-Mouchet et de la Truyère²⁷.
La répression s'est concentrée sur une période très courte.

Tableau 3 : nombre de tués par mois (civils et résistants)²⁸



Parmi les 413 tués dont nous connaissons les dates de décès, 393 soit 95% l'ont été après le 6 juin 1944. C'est la proportion la plus élevée en Auvergne.

Si la résistance disposait dès 1942 d'une organisation militaire dans le Cantal et que les premiers maquis apparurent ici début 1943, la première fusillade mortelle eut lieu au camp de l'Enseigne, à Marcolès, le 1er février 1944²⁹. C'est ensuite la répression des maquis du Mont-Mouchet et de la Truyère et les ratissages qui ont suivi leur dispersement qui ont entraîné la quasi-totalité des morts civils et militaires du Cantal. Nous renvoyons à ce propos à notre décompte et à l'analyse des critiques portant sur l'existence de ces grands maquis ³⁰.

Causes du décès des résistants

107 exécutés sommaires
201 morts au combat
8 morts par accident
3 morts de causes inconnues

On constate ici la brutalisation de la répression avec le nombre important d'exécutés sommaires. Quand nous ne disposons pas d'informations précises, nous avons classé les tués dans les morts au combat. Le chiffre des exécutés est sans doute supérieur à celui avancé puisque par exemple tous les

²⁶ Notamment les fusillés de Saint-Georges en représailles de la mort de Geissler, chef du SD à Vichy, abattu le 12 juin à Murat par le maquis.

²⁷ Laurent Battut, « Modalités répressives de la « brigade Jesser » dans le Massif central en été 1944 ». Actes du colloque Mourir au Maquis, à paraître aux Presses universitaires Blaise Pascal.

²⁸ Sources : données issues de l'ensemble des notices du Cantal du Dictionnaire des Fusillés.

²⁹ <https://maitron.fr/spip.php?article217778>, notice Marcolès (Cantal), L'Enseigne, 1er février 1944 par Eric Panthou, version mise en ligne le 4 juillet 2019, dernière modification le 13 janvier 2022

³⁰ Eric Panthou, « Sociologie des Résistants de la région R. 6 (Auvergne) tués au maquis ». Actes du colloque Mourir au Maquis, à paraître aux Presses universitaires Blaise Pascal.

blesés lors de l'attaque allemande contre les forces du réduit de la Truyère, le 20 juin 1944, furent achevés d'une balle dans la tête ou à coups de crosses, soit au total 78 ou 80³¹. Rappelons que le décret Sperrle du 3 février 1944 garantissait une forme d'impunité aux troupes allemandes, y compris quand leurs actions répressives touchaient les civils.

Le Cantal avait 190 000 habitants en 1936. Avec 427 tués relevant du Dictionnaire des Fusillés dans le Cantal, la répression a fait ici 2,2 tués pour 1000 habitants contre 1,2 tués pour 1000 habitants pour les trois autres départements d'Auvergne. On voit à travers ces chiffres le poids de la répression sur la population. Cette répression est symbolisée par le poids des morts en déportation suite à la rafle de Murat consécutive à la mort de Geissler, les villages martyrs de Ruines ³² et Clavières³³ et bien sûr les morts du Mont-Mouchet et de la Truyère.

Résumé : Cet article présente une synthèse de la répression subie sur le territoire du Cantal sous l'Occupation tout en dressant la liste des principales sources utiles aux recherches pour établir la biographie d'une victime à travers l'exemple du portrait de Jean Colon, tué lors des combats de la Truyère.

Il présente ensuite une sociologie des tués du Cantal après avoir dressé le tableau complet des victimes par catégories.

Mots clés : Histoire sociale, Résistance, répression, sociologie du maquis, milieu rural, Occupation allemande, Wehrmacht, SIPO-SD, FTP, MUR, Seconde Guerre mondiale, 6 juin, Brigade Jesser.

Personnes : Hugo Geissler, Jean Colon, Eugène Martres.

³¹ AD 63, 908 W 149 : Crimes de guerre à Fridefont. Déclaration de Henry Fournier, commandant et chef de la zone n°9 de Chaudes-Aigues.

³² <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article221577>

³³ <https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article221454>